EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 7 décembre 2023

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 170 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Lyece CHOULAK - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Olivia FORTIN - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - David GALTIER - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Nicole JOULIA - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Pierre LEMERY - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAINÉ - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Benoît PAYAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Anne VIAL - Frédéric VIGOUROUX - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Sophie AMARANTINIS représentée par Gerard GAZAY - Julie ARIAS représentée par Vincent GOYET - Sophie ARRIGHI représentée par Emilie CANNONE - Gérard AZIBI représenté par Laure ROVERA - Nicolas BAZZUCCHI représenté par Roland GIBERTI - Laurent BELSOLA représenté par Yves MESNARD - Moussa BENKACI représenté par Stéphane PAOLI - Nassera BENMARNIA représentée par Marcel TOUATI - Corinne BIRGIN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Nadia

Signé le 7 décembre 2023

Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023

BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Jean-Louis CANAL représenté par Frédéric GUINIERI - René-Francis CARPENTIER représenté par Martial ALVAREZ - Martin CARVALHO représenté par Christian AMIRATY - Martine CESARI représentée par Olivier FREGEAC - Jean-Pierre CESARO représenté par Nicolas ISNARD - Jean-David CIOT représenté par Pascal MONTECOT - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES représentée par Patrick PAPPALARDO - Vincent DESVIGNES représenté par Vincent LANGUILLE - Claude FERCHAT représenté par Frédéric GUELLE - Stéphanie FERNANDEZ représentée par Kayané BIANCO - Gérard FRAU représenté par Nathalie LEFEBVRE - Agnès FRESCHER représentée par Christian PELLICANI - Daniel GAGNON représenté par Philippe CHARRIN - Eric GARCIN représenté par Christian DELAVET - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par André BERTERO - Prune HELFTER-NOAH représentée par Aïcha SIF - Claudie HUBERT représentée par Marc PENA - Pierre HUGUET représenté par Audrey GARINO - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Cédric JOUVE représenté par Dona RICHARD - Jessie LINTON représentée par Doudja BOUKRINE - Régis MARTIN représenté par Franck SANTOS - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Lourdes MOUNIEN représentée par Christine JUSTE - Didier PARAKIAN représenté par Véronique MIQUELLE - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Claude PICCIRILLO représenté par Guy BARRET - Patrick PIN représenté par José MORALES - Jocelyne POMMIER représentée par Sandrine MAUREL - Henri PONS représenté par Catherine PILA - Jean-Baptiste RIVOALLAN représenté par Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Didier REAULT - Michèle RUBIROLA représentée par Perrine PRIGENT - Michel RUIZ représenté par Georges CRISTIANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Francis TAULAN représenté par Jean-Christophe GRUVEL - Yves WIGT représenté par Bernard RAMOND.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Pascal CHAUVIN - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Sophie GRECH - Sophie JOISSAINS - Vincent KORNPROBST - Michel LAN - Éric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Jean-Marie LEONARDIS - Richard MALLIE - Caroline MAURIN - Férouz MOKHTARI - Frank OHANESSIAN - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Pauline ROSSELL - Valérie SANNA - Catherine VESTIEU - Jean-Louis VINCENT - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Lyece CHOULAK représenté à 15h00 par Sébastien JIBRAYEL - Lisette NARDUCCI représentée à 15h25 par Nathalie TESSIER - Robert DAGORNE représenté à 15h35 par Guy TEISSIER - Valérie BOYER représentée à 16h00 par David GALTIER - Christian BURLE représenté à 16h10 par Joël CANICAVE - Eric CASADO représenté à 16h12 par François BERNARDINI - Hervé MENCHON représenté à 16h25 par Lydia FRENTZEL - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON représentée à 17h04 par Sabine BERNASCONI - Nicole JOULIA représentée à 17h15 par David YTIER - Claudie MORA représentée à 17h15 par Hatab JELASSI - Nathalie TESSIER représentée à 17h20 par Patrick AMICO - Jean-Pierre SERRUS représenté à 17h21 par Didier KHELFA - Loïc GACHON représenté à 17h30 par Daniel AMAR.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Philippe LEANDRI à 15h26 - Benoît PAYAN à 15h30 - Pierre LEMERY à 15h37 - Gilbert SPINELLI à 15h45 - Françoise TERME à 16h00 - Philippe CHARRIN à 16h12 - Emilie CANNONE à 16h13 - Anne VIAL à 16h23 - Linda BOUCHICHA à 16h25 - Gaby CHARROUX à 16h25 - Nathalie LEFEBVRE à 16h25 - Marie BATOUX à 16h25 - Bernard DEFLESSELLES à 16h28 - Stéphanie GRECO DE CONINGH à 16h30 - Mathilde CHABOCHE à 16h35 - Sandrine MAUREL à 16h35 - Sébastien BARLES à 16h38 - Martial ALVAREZ à 16h45 - Monique FARKAS à 16h50 - Samia GHALI à 16h50 - Sébastien JIBRAYEL à 16h50 - Yannick OHANESSIAN à 16h52 - Doudja BOUKRINE à 16h55 - Philippe GRANGE à 16h55 - Julien BERTEI à 16h56 - Véronique MIQUELLE à 17h00 - Yves MORAINE à 17h02 - Jean-Jacques COULOMB à 17h20 - Monique SLISSA à 17h21 - Isabelle ROVARINO à 17h45 - Pascale MORBELLI à 17h45 - Daniel AMAR à 17h45 - José MORALES à 17h45.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FBPA-105-15360/23/CM

■ Approbation d'un contrat de Délégation de Service Public relatif à la gestion et à l'exploitation du Marché d'Intérêt National Marseille Méditerranée au profit de la Société Publique Locale MIN Marché Marseille Méditerranée

77666

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les marchés d'intérêt national sont des services publics de gestion de marchés régis par le Code de commerce et notamment les articles L 761-1 à L 761-11, R.761-1 à R.761-26 et A.761-1 à A761-16.

Le Marché d'Intérêt National de Marseille a été transféré le 1er janvier 2001, par la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aux droits de laquelle est venue la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est constitué de deux sites distincts, situés aux Arnavaux (13014) et à Saumaty (13016).

La Société d'Economie Mixte SOMIMAR s'est vue confier l'aménagement et la gestion du MIN (à l'origine limité au seul site des Arnavaux) par le Décret n° 68-646 du 8 juillet 1968. Cette dernière assure la gestion du MIN dans le cadre d'un contrat de concession du 18 décembre 1972. L'échéance de ce contrat a été fixée au 4 avril 2037.

Le site des ARNAVAUX dit « MIN Marseille Méditerranée » est dédié au marché des fruits et légumes, fleurs et produits carnés. Il s'agit d'un marché de production (environ 400 producteurs) et de distribution (40 grossistes, 10 entreprises de logistique, assurant la desserte de 1 500 détaillants). Sa zone de chalandise représente 2,8 millions d'habitants. Il est situé en bordure directe de la ZFE. Son volume d'affaires représente 31% des volumes totaux des 5 MIN présents dans le Sud. Il est le 1er MIN de la Région et le 4ème au niveau national, après Rungis, Nantes et Toulouse.

Après avoir perdu près de 4 hectares représentant 15% de sa capacité foncière, pour permettre la construction de la rocade L2, ce site dispose d'environ 22 ha dont l'occupation peut être optimisée et susceptibles de porter plusieurs projets de modernisation et de développement qui permettraient d'accroître son attractivité.

Pour poursuivre la dynamique amorcée par ces réaménagements, la Métropole Aix- Marseille-Provence a arrêté un programme de restructuration et de diversification des filières.

Le site de SAUMATY a été rattaché au MIN de Marseille par le décret 77-833 du 13 juillet 1977. Dédié au marché des produits de la mer, le site est situé dans l'emprise du Grand Port Maritime de Marseille. Il comprend un port de pêche, une halle à marée et des équipements connexes.

Les conditions d'occupation actuelles du site ont été définies dans le cadre d'une convention en date du 1er juillet 2013, conclue entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole aux droits de laquelle est venue la Métropole Aix-Marseille-Provence. La convention porte sur l'utilisation de 43 367m² de terre-plein et 44 230m² de plan d'eau.

L'activité de ce site n'a cessé de décroître avec la réduction du nombre de pêcheurs (actuellement 21) et de mareyeurs (au nombre de 7 en 2022) et la fermeture des deux usines PACA et UNIMER. Par conséquent, des bâtiments sont désormais surdimensionnés et des locaux vieillissants sont sous occupés ou vides.

L'occupation du site doit donc être optimisée, non seulement pour s'adapter au contexte mais aussi dans l'objectif de permettre le développement de nouvelles activités sur les emprises libérées. Une opération de constructions neuves ou réhabilités permettra de proposer aux occupants des conditions d'exploitation modernisées, mises aux normes et conformes à leurs ambitions de développement.

Les deux sites composant le MIN vont donc faire l'objet d'importants travaux de restructuration et de modernisation dont la réalisation a été confiée à la SPL SOLEAM. Il est apparu qu'après la réalisation de ces travaux, la SOMIMAR ne pourrait plus exploiter le service public du MIN dans le cadre de la convention de concession actuelle.

Dans ce contexte, de nouveaux modes de gestion du MIN ont été étudiés par la Métropole.

La Métropole a souhaité que l'attachement au statut de MIN soit réaffirmé en raison de son intégration dans l'écosystème local et de sa vocation de synergie territoriale.

Pour autant, le constat a été fait des mutations de l'environnement d'affaires des MIN et des marchés de gros au niveau national (mutations économiques, sociétales, technologiques et environnementales).

L'adaptation de la feuille de route du MIN est donc indispensable afin que la Métropole puisse s'appuyer sur cet équipement structurant, en sanctuarisant sa vocation de marché de gros, tout en le faisant évoluer pour répondre aux enjeux du 21ème siècle, vers une logique de coopération d'acteurs au sein d'un cluster d'excellence alimentaire.

Au-delà de cette ambition, la situation géostratégique du MIN en entrée de ville, en bordure de ZFE, est un véritable atout dans la métropole multipolaire que constitue Aix-Marseille-Provence-Méditerranée.

Il convient donc de lui redonner un élan, une nouvelle dimension et plus d'ouverture, en renforçant son ancrage territorial fort en lien avec les objectifs du projet alimentaire territorial (produire durablement, approvisionner localement, garantir cette alimentation qualitative pour tous) mais également en le positionnant plus largement comme l'une des réponses aux enjeux du projet métropolitain :

- Etre un outil au cœur des filières alimentaires pour répondre aux enjeux du projet alimentaire territorial ;
- Etre un hub clé dans l'aménagement du territoire.
- Etre un cluster dynamisant le développement économique.
- Etre exemplaire en matière de développement durable.

Dans ce contexte, par délibération du 15 décembre 2022, le Conseil de la Métropole a :

- Prononcé la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de concession n°73-53 du 18 décembre 1972 relatif à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille avec effet différé au 1er janvier 2024 en application de l'article L3136-3 2° du Code de la commande publique,
- Décidé de la création d'une Société Publique Locale (SPL) dénommée SPL MIN Marché Marseille Méditerranée, dont la Métropole est le principal actionnaire et ayant pour objet de gérer l'ensemble du MIN. Il a été prévu que cette nouvelle structure assurerait l'exploitation sur les deux sites à compter du 1er janvier 2024.

Enfin, par délibération du 29 juin 2023, le conseil de la métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public, de type affermage, confiée à la Société Publique Locale « MIN Marché Marseille Méditerranée », pour l'exploitation du Marché d'Intérêt National de Marseille.

Les principales caractéristiques de ce projet sont les suivantes :

1. SPL « MIN Marché Marseille Méditerranée »

Cette SPL a pour objet social la gestion et le développement du MIN, le développement d'activités de diversification, la participation à la stratégie d'amélioration de l'autonomie alimentaire de la population marseillaise et métropolitaine, le soutien à la structuration de la filière agro-alimentaire avec une distribution en circuits courts, la contribution à la protection de la biodiversité en soutenant le développement de filières de qualité respectueuses de l'environnement.

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La Métropole est majoritaire en détenant 95 % des parts du capital, la Ville de Marseille entrant dans le capital à hauteur de 5%.

Le capital social de cette société est constitué d'apports en numéraire établis à un montant de deux millions deux cent mille Euros (2 200 000 €) correspondant donc à 2 090 000 € apportés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, et 110 000€ par la Ville de Marseille, cette participation étant proportionnelle aux parts détenues dans le capital social.

Le Conseil d'Administration de la société sera constitué de 12 membres (10 membres représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence, 2 membres représentant la Ville de Marseille).

Le recours à la SPL permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales de la SPL apportant son savoir-faire en matière d'exploitation, tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée particulièrement bien adaptée à une activité commerciale.

La SPL permet de créer un cadre de coopération entre la Métropole et la Ville de Marseille qui ont souhaité mettre en commun des objectifs de développement, moyens et expertise en proposant une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse.

Enfin, les contrats conclus entre la Collectivité et la SPL peuvent bénéficier de l'exception dite de quasi-régie prévue par l'article L.2511-1 du code de la Commande publique. Les contrats conclus entre la SPL et ses actionnaires peuvent dès lors être conclus intuitu personae dès lors que les conditions prévues par cet article sont satisfaites.

2. Economie générale du Contrat

2.1. Objet du Contrat

Le Contrat a pour objet de confier au Délégitaire la gestion et l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Marseille.

Le Contrat est une délégation de service public par voie d'affermage.

2.2. Durée du Contrat

Le Contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2024. Il s'achèvera le 31 décembre 2028.

2.3. Missions du Délégué

Le Délégué assurera l'exploitation, la gestion et le développement du MIN composé du site « les ARNAVAUX » et du site de « SAUMATY ».

Il prendra notamment en charge les missions suivantes :

- Exploitation et gestion des sites et des équipements en garantissant l'attractivité et la notoriété des sites, la continuité de l'activité, la qualité des produits et services, l'égalité de traitement et l'adaptabilité dans le temps des services aux usagers (organisation du marché et des services assurés auprès des Occupants et des usagers du MIN ; promotion du MIN, prospection et accueil de nouveaux acteurs ; protection des usagers ; promotion et le développement de l'offre immobilière et des services proposés ; contrôle des marchandises avec les services partenaires compétents ; entretien et maintenance des ouvrages et plus généralement du site dans les conditions définies au Contrat ; définition et mise en œuvre des actions concourant à la promotion, la commercialisation, la valorisation des produits locaux de qualité, et des offres de services sur le MIN ; définition et mise en œuvre des actions concourant à la transition écologique et énergétique ,).
- Participation active aux politiques publiques portées par la Métropole (notamment diversification de l'offre en produits de qualité et de proximité ; meilleure valorisation des productions locales ; accueil de nouveaux opérateurs autour des produits bio ou en conversion, ainsi que ceux développant les produits labellisés ; incubation/accélération d'entreprises innovantes proposant des services ou des produits répondant aux grands défis de l'offre alimentaire ; participation active au projet alimentaire territorial, à la stratégie économique, d'aménagement et de développement durable du territoire de la Métropole, de formation et d'emploi, de mobilité des personnes et de transport décarboné de marchandises alimentaires ; conclusion de partenariats avec les filières alimentaires en mettant en valeur et en réseau les entreprises de la filière agroalimentaire, l'agriculture, la Recherche et le Développement, la Formation ; facilitation ou initiation de toutes opérations concourant à l'amélioration de la santé publique par l'alimentation, à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'accessibilité d'une alimentation durable, locale et de qualité pour tous).
- Etre acteur et fédérateur des politiques publiques promues sur les sujets de transition alimentaire, de transitions environnementales dont énergétiques, de transition numérique et de responsabilité sociétale des entreprises.

Le Délégué prendra en charge la négociation et la gestion des contrats avec les occupants, l'animation générale du MIN, l'accueil et l'information des usagers et occupants du service délégué et mettra en œuvre la communication et les actions commerciales.

Il inscrira la gestion du service dans une démarche de développement durable et de transition alimentaire et écologique.

2.4. Principes d'exploitation

Le Délégué doit exploiter le service dans le respect des principes de continuité, de sécurité, d'égalité de traitement des Occupants et Usagers et de mutabilité. Il doit respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public.

2.5. Continuité du service

Le Délégué poursuivra les engagements contractuels pris par l'actuel Délégué avec l'ensemble des Occupants (Autorisations d'Occupation Temporaire et Baux en vigueur lors de la prise d'effet du Contrat).

2.6. Personnel

Le Délégué assurera la reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation du service.

Il veillera à embaucher du personnel en nombre suffisant et disposant des qualifications nécessaires, pour la réalisation des prestations.

Il aura l'entière responsabilité de son personnel.

2.7. Responsabilité et assurances

Le Délégué sera tenu de souscrire les assurances liées à son activité et à sa responsabilité d'exploitant (notamment assurance de responsabilité civile, assurance des biens, couverture des dommages causés par les biens mis à disposition...)

Les attestations d'assurance devront être communiquées à l'Autorité Délégante dès l'entrée en vigueur du Contrat.

2.8. Remise des terrains, biens et installations

L'Autorité Délégante mettra à la disposition du Délégué, pour la durée du Contrat, les terrains d'assiette du MIN ainsi que ouvrages, biens et installations existants dont elle est propriétaire, nécessaires à l'exploitation du service. Ces biens constituent des biens de retour appartenant ab initio à l'Autorité Délégante.

2.9. Régime des travaux et prestations d'entretien maintenance

La responsabilité des prestations d'entretien et de maintenance courante ainsi que les travaux de gros entretien renouvellement (GER) des ouvrages et installations du service sera répartie entre le Délégué et l'Autorité Délégante selon une grille de répartition annexée au contrat.

Les travaux de premier établissement, autrement dit les travaux d'extension ou de restructuration du MIN, feront l'objet d'un programme de réalisation qui sera défini d'un commun accord entre le Délégué et l'Autorité Délégante dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de prise d'effet du Contrat, dans le cadre d'un avenant, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique relatives à la modification des concessions.

2.10 Recettes et charges d'exploitation

Le Délégué exercera son activité à ses risques et périls et sera rémunéré par les recettes tirées de l'exploitation du MIN (produits de la location de l'Ouvrage mis à disposition, produits découlant des droits d'entrée dans l'enceinte du MIN, charges refacturées aux Occupants et Usagers, produits de stationnement sur le parking, recettes annexes...).

Les redevances et tarifs validés par le conseil d'administration du Délégué seront soumis par le Délégué, annuellement, pour approbation, aux services préfectoraux, après présentation à l'Autorité Délégante.

Le Déléguataire supportera toutes les charges d'exploitation du service dont ceux des ouvrages mis à sa disposition.

2.11. Redevances versées à l'Autorité Déléguante

Le Déléguataire versera à l'Autorité Déléguante :

- Une redevance annuelle fixe qui tient compte des avantages de toute nature procurés par l'occupation du domaine public. La part fixe de la redevance correspond aux montants suivants :
 - 350.000 euros HT en 2024
 - 400.000 euros HT à compter de 2025
- Une redevance variable égale à un pourcentage du résultat d'exploitation, après versement de la redevance fixe, dégagé chaque année par l'exploitation de l'Ouvrage. Ce pourcentage est calculé comme suit :

Tranche de résultat d'exploitation	% appliqué
Entre 0 et 50 k€	0%
Entre 50 et 75 k€	25%
Entre 75 et 100 k€	50%
Entre 100 et 150 k€	75%
> 150 k€	100%

2.12. Contrôle de la Métropole

La Métropole conserve un droit d'information et de contrôle du service délégué, qui s'exercera notamment au travers du rapport annuel prévu aux articles L.3131-5 du Code de la Commande publique et R.761-5 du code de commerce. Il produira également un rapport semestriel.

Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie aux risques et périls du Déléguataire, mesures d'urgence, sanctions résolutoires) sont prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du déléguataire, tant contractuelles que réglementaires.

2.13. Fin du Contrat

Le Contrat prendra fin, par la survenance de son terme, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, en cas de résiliation pour faute, en cas de résiliation ou d'annulation juridictionnelle ou en cas de résiliation pour force majeure prolongée.

Dans ces hypothèses :

- Les biens de retour seront restitués gratuitement, sauf valeur non amortie résiduelle, à l'Autorité Déléguante compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.
- Les biens de reprise non amortis pourront être repris par l'Autorité Déléguante.
- L'Autorité Déléguante sera subrogée au Déléguataire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération de la Métropole du 15 décembre 2022 résilient à compter du 1er janvier 2024, la convention de concession conclue entre la Métropole et la SOMIMAR ;
- La délibération de la Métropole du 15 décembre 2022 décidant de procéder à la création d'une Société Publique Locale (SPL) dénommée SPL MIN Marché Marseille Méditerranée ;
- La délibération de la Métropole du 29 juin 2023, approuvant le principe d'une délégation de service public de type affermage, confiée à la Société Publique Locale « MIN Marché Marseille Méditerranée », pour l'exploitation du Marché d'Intérêt National Marseille Méditerranée ;
- Le projet de contrat de délégation de service public pour la gestion du Marché d'Intérêt National dit « Marché Marseille Méditerranée » ;
- L'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 19 juin 2023.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la Société Publique Locale « MIN Marché Marseille Méditerranée » comme titulaire de la délégation de service public pour l'exploitation du Marché d'Intérêt National Marseille Méditerranée.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public de type affermage pour une durée de 5 ans confié à la Société Publique Locale « MIN Marché Marseille Méditerranée », pour l'exploitation du Marché d'Intérêt National Marseille Méditerranée, ci-annexé .

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce contrat et à engager toutes démarches, accomplir tous actes et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Budget et Finances,
Stratégie financière,
Contractualisation avec l'Etat et les collectivités

Didier KHELFA